Le Monde

Mercredi 2 novembre 2011 - 67e année - N°20771 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Le référendum grec sur le plan de sauvetage menace l'euro

- Les places financières ont chuté, mardi matin. Les Européens et le FMI sont consternés
- La perspective d'une faillite de la Grèce redevient d'actualité

Athènes
Correspondance

C'est un coup de poker à plus de 200 milliards d'euros. Le premier ministre grec, Georges Papandréou, a créé un choc, lundi 31 octobre, en annonçant la tenue d'un référendum sur le plan d'aide européen du 27 octobre.

« Laissons chaque Grec décider, avec un bulletin de vote. L'heure est venue pour le citoyen de répondre de manière responsable. Veut-il l'adoption d'un nouvel accord ou le rejette-t-il ? Si le peuple ne le veut pas, il ne sera pas mis en œuvre. S'il le veut, nous avancerons », a expliqué M. Papandréou devant les députés du Parti socialiste (Pasok). Seuls quelques ministres avaient été avertis. M. Papandréou n'a pas prévenu ses homologues européens. *« Le ciel nous est tombé sur la tête »*, explique la députée Pasok Sophia Giannaka.

En janvier 2012, donc, les Grecs devraient dire s'ils approuvent ou non le plan d'aide de 100 milliards d'euros pour éviter de nouveau la faillite au pays, auquel s'ajoutent les 30 milliards destinés à renflouer les banques grecques et la réduction de 100 milliards d'euros sur une dette de 350 milliards, grâce à la décote, acceptée bon gré, mal gré, par les banques et autres créanciers privés. Ils devront aussi accepter une présence permanente de la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes – Commission européenne, FMI et Banque centrale européenne – et une austérité prolongée, contre lesquels ils manifestent inlassablement.

Alain Salles

▶ Lire la suite pages 12, 13 et 14

NEALE HAYNES/CONTOUR

Les bunkers ouverts à tout vent du terrifiant arsenal libyen

Reportage Les complexes de hangars et de bunkers disséminés dans le désert libyen abritent un arsenal gigantesque, à la merci des pillards. Fusils et missiles y côtoient des armes chimiques. Page 3

La Palestine à l'Unesco, un pas vers la reconnaissance

Diplomatie L'admission a été votée par 107 voix, dont celle de la France. Par mesure de rétorsion, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leurs versements à l'organisation. Page 4

Sarkozy-Juppé, les nouveaux meilleurs amis du monde

Politique Il lui a permis de revenir aux avant-postes du pouvoir ; il lui apporte le crédit qui lui fait défaut. Les « amis » de trente-cinq ans ne se quittent plus. Page 16

Les zones urbaines sensibles « ghettoïsent » les immigrés

Social Pour la première fois, un rapport détaille le lien entre immigration et banlieues. Page 11

La Grèce dans l'euro : la question se pose

Quelle mouche a donc piqué George Papandréou ? Le premier ministre grec veut-il vraiment donner raison à tous ceux qui, en Allemagne et ailleurs, regrettent la présence de son pays dans la zone euro ? En annonçant, lundi 31 octobre dans la soirée, sans en avertir ses partenaires européens, son intention de soumettre à référendum le plan de sauvetage de l'euro mis au point il y a à peine une semaine, le chef du gouvernement grec redonne en tout cas vigueur à une tempête qui risque de nouveau de tout emporter.

On savait, dès le départ, le compromis de Bruxelles fragile. L'accord, complexe, auquel étaient parvenu, dans la nuit de mercredi à jeudi, les dirigeants de la zone euro était miné de multiples bombes à retardement, de nombreux « blancs » – sur l'engagement « volontaire » des banques, sur les plans de redressement promis par les pays hyperendettés, sur le rôle et les moyens du Fonds européen de soutien financier, sur les marges de manœuvre de la BCE également.

On savait aussi que la mise en œuvre de cet accord ne serait pas facile. En pleine tempête, la BCE justement, la seule institution véritablement fédérale au sein de l'Union, devait changer de capitaine. Comme si on avait besoin de

Editorial

cela ! Ce sont les statuts, les traités qui l'imposent. Impossible de s'en écarter. Ce n'est pas faire injure, néanmoins, à l'Italien Mario Draghi, le successeur depuis mardi 1er novembre, de Jean-Claude Trichet, que de s'inquiéter de ce calendrier. La conduite d'un navire aussi lourd que la BCE, dans des eaux aussi agitées, exige l'affichage d'un cap clair, la maîtrise de la machinerie européenne et un art consommé de la communication tous azimuts, avec les politiques, les marchés et l'homme de la rue. Bref, acteur majeur dans la crise, le patron de la BCE doit disposer d'une crédibilité incontestable. Or, celle-ci ne se construit pas en un jour.

L'annonce, lundi à New York, de la banqueroute de MF Global, la plus grosse faillite d'une institution financière aux Etats-Unis depuis l'effondrement de Lehman Brothers, victime d'avoir trop parié sur la dette de certains pays européens, démontre dans le même temps que l'accord du 27 octobre ne permettrait pas, à lui seul, de stopper le risque de contagion.

En proposant de soumettre au vote populaire le plan européen, M. Papandréou fait un pari fou. Au peuple d'apprécier, c'est l'honneur de la démocratie, certes. Toutes les forces politiques approuveront, les Grecs, une fois bien informés, aussi, affirme-t-il. Ce n'est pas ce que disent, pour l'instant, la rue et les sondages. Imagine-t-on d'ailleurs un peuple acceptant, unanime, une purge aussi violente que celle proposée. M. Papandréou aurait-il alors lancé ce référendum pour obtenir une renégociation du plan européen ? On ne peut pas le croire. Ce n'est pas ainsi que l'Europe doit fonctionner. Le coup d'éclat d'Athènes ouvre, jusqu'à janvier au moins, une nouvelle période d'incertitude, la pire des choses. Et conduit à se demander si la Grèce a bien sa place dans la zone euro. ■

Le regard de Plantu

Cinéma

« Intouchables », vive la comédie sociale !

L'un est un richissime aristocrate devenu tétraplégique après un accident de parapente, l'autre est un jeune Noir des « quartiers » alternativement abonné au chômage et à la prison : ce tandem improbable, servi par des acteurs épatants (François Cluzet et Omar Sy), est à l'affiche d'*Intouchables*, la nouvelle comédie réalisée par Olivier Nakache et Eric Toledano. Ce film délié et élégant file une métaphore sociale généreuse. Face à l'égoïsme et la connerie environnante, l'épopée du grand Noir et du petit Blanc est d'une tendre drôlerie et une vraie réussite.

Lire page 20

Algérie 150 DA, Allemagne 2,00 €, Antilles-Guyane 2,00 €, Autriche 2,40 €, Belgique 1,50 €, Cameroun 1 500 F CFA, Canada 4,25 $, Côte d'Ivoire 1 500 F CFA, Croatie 18,50 Kn, Danemark 25 KRD, Espagne 2,00 €, Finlande 2,50 €, Gabon 1 500 F CFA, Grande-Bretagne 1,50 £, Grèce 2,20 €, Hongrie 700 HUF, Irlande 2,00 €, Italie 2,20 €, Luxembourg 1,50 €, Malte 2,50 €, Maroc 10 DH, Norvège 25 KRN, Pays-Bas 2,00 €, Portugal cont. 2,00 €, Réunion 1,90 €, Sénégal 1 500 F CFA, Slovénie 2,20 €, Suède 30 KRS, Suisse 3,00 CHF, Tunisie 2,00 DT, Turquie 6,50 TL, USA 3,95 $, Afrique CFA autres 1 500 F CFA.

UK price £1,50
M 00147 - 1102 - F: 1,50 €

En hausse

IMPERIAL TOBACCO – Le fabricant britannique de cigarettes, qui détient, entre autres, les marques Gauloises et Gitanes, a annoncé, mardi 1er novembre, une hausse de 19 % de son bénéfice net à 1,79 milliard de livres (2 milliards d'euros) sur son exercice 2010-2011.

En baisse

LE GROUPE BRITANNIQUE G4S – Ayant rencontré une vive opposition de certains de ses actionnaires, le spécialiste de la sécurité G4S a renoncé, mardi 1er novembre, à son projet d'acquisition du groupe de services danois ISS A/S pour près de 6 milliards d'euros. – *(AFP)*

Les cours du jour (01/11/11, 09 h 46)

EURO	1 euro	**1,3704** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1722** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**91,36** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**3,03** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**2,29** (à dix ans)

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Le coup de poker de Georges Papandréou

Le premier ministre grec appelle ses concitoyens à se prononcer sur le plan d'aide européen du 27 octobre

Suite de la première page

Le pari du premier ministre grec est hautement risqué, sur le plan intérieur comme sur le plan européen. *« M. Papandréou est en état de panique »*, tranche le professeur en sciences politiques, Elias Nikolakopoulos. *« En cas de victoire du non, la Grèce ferait défaut immédiatement. Je ne la vois pas rester dans l'euro »*, s'inquiète le prix Nobel d'économie chypriote Christopher Pissarides.

Le gouvernement espère pourtant se sortir de la spirale négative dans lequel il se trouve. *« Sur le plan européen et économique, cette décision apparaît comme une absurdité, car elle ajoute de l'incertitude à l'incertitude, mais sur le plan intérieur, c'était sans doute la seule solution »*, explique le politologue Georges Sefertzis.

La marge de manœuvre du gouvernement est très étroite. Au Parlement, il dispose d'une majorité (aujourd'hui de trois voix) qui ne cesse de s'effriter. Des incertitudes

> C'est tout l'échafaudage mis en place à Bruxelles qui risque de s'effondrer, avec des conséquences sur la zone euro

se profilaient sur le vote du budget 2012, qui prévoit de nombreuses mesures d'austérité. La rébellion couve au sein du Pasok.

M. Papandréou place désormais les députés devant leurs responsabilités en leur demandant vendredi un nouveau vote de confiance, comme il l'avait fait en juin. C'est un premier pari. S'il ne l'obtient pas, son gouvernement risque de tomber et l'idée de référendum avec, pour faire place à de nouvelles élections.

Les députés du Pasok n'y ont pas intérêt. Pas plus que l'Europe, qui croire le gouvernement, dans la mesure où l'opposition de droite s'oppose aux plans de rigueur et à l'accord du 27 octobre.

Par ce coup de tonnerre, M. Papandréou, qui semblait subir les événements sur le plan intérieur comme au niveau européen, reprend la main de façon spectaculaire, mais très risquée. *« Sur le plan intérieur, les discussions et les désaccords sur le budget apparaîtront comme secondaires par rapport à l'enjeu du référendum »*, ajoute M. Sefertzis, qui voit dans cette stratégie la possibilité de *« canaliser une opposition de la rue de plus en plus incontrôlable »*.

Les ministres sont sifflés et insultés à chaque apparition publique, comme on a pu le constater une nouvelle fois le 28 octobre, jour de fête nationale en Grèce pour célébrer le non de l'Etat grec – alors dirigé par le dictateur d'extrême droite, le général Metaxas –, à l'invasion du pays par l'Italie de Mussolini, en 1940. Vendredi la journée s'est transformé en journée du non à la « troïka » et à l'austérité.

Le principal défilé, à Salonique, la deuxième ville du pays, a été annulé, après que le président de la République, Karolos Papoulias, eut décidé de quitter la cérémonie. Cet ancien résistant n'a pas supporté d'être qualifié de *« traître »* par les manifestants.

Le gouvernement est convaincu qu'il peut gagner le référendum. Un sondage publié par l'hebdomadaire *To Vima*, dimanche, montrait pourtant que 58,9 % des personnes interrogées jugeaient que l'accord conclu lors du sommet européen de Bruxelles du 27 octobre était négatif. 54 % étaient favorables à un recours au référendum, 45,5 % étaient prêts à voter contre (et seulement 35 % pour).

D'ici janvier, M. Papandréou espère convaincre ses concitoyens de voter pour, et obtenir le soutien d'une majorité silencieuse qui serait favorable aux réformes, comme l'indiqueraient les sondages réalisés par le gouvernement.

Du parti communiste à la droite, l'opposition dénonce le *« chantage »* de M. Papandréou. *« Il lance en l'air l'avenir de la Grèce, comme on lance une pièce »*, a expliqué le porte-parole de Nouvelle Démocratie. Si elle retombe sur la mauvaise face, c'est tout l'échafaudage péniblement mis en place à Bruxelles qui va s'effondrer, entraînant une faillite incontrôlée de l'Etat grec et ses conséquences sur la zone euro que l'Europe a cherché à éviter en organisant un défaut partiel. *« Les partis d'opposition peuvent être tentés de prôner l'abstention. Comme il faut 40 % de participation, le référendum risque d'être nul. Mais il y a un tel sentiment de colère que les gens peuvent aussi voter contre le gouvernement »*, explique Elias Nikolakopoulos.

C'est sur fond d'incertitude grecque que les différents parlements européens, parfois réticents, vont devoir s'exprimer sur l'accord du 27 octobre. L'Europe a déjà retenu son souffle après un premier vote négatif du parlement slovaque sur l'accord du 21 juillet, qui a été remplacé par celui du 27 octobre. Les députés des parlements nationaux vont être dans la position de se prononcer pour accorder 100 milliards d'euros à la Grèce, alors que la principale intéressée pourrait rejeter cette aide quelques jours ou semaines plus tard.

Même incertitude pour les banques, qui ont accepté, à contre cœur, une décote de 50 % de la valeur de leurs créances sur la Grèce. Et qui doivent encore concrétiser cette concession.

Enfin, la sixième tranche de l'aide à la Grèce (8 milliards d'euros), acceptée dans son principe, n'a pas été versée et doit l'être début novembre. L'annonce du référendum peut-elle la remettre en cause ? La « troïka » doit revenir début décembre. Sa visite pèsera sur la campagne électorale pour le référendum. Et réciproquement.

Comment le gouvernement en campagne pourra-t-il accélérer les réformes douloureuses, imposées par les bailleurs de fonds ? La presse grecque est plus que sceptique. *Ta Nea* (centre gauche) titre sur *« une évolution politique à haut risque »*, tandis que *Kathimerini* (centre droit) s'inquiète d'une *« incitative à haut risque »*. *« Davantage d'incertitudes, c'est la dernière chose dont les Grecs ont besoin maintenant. La décision du premier ministre Georges Papandréou d'annoncer un référendum [...] peut s'avérer catastrophique »*, écrit *Kathimerini* dans son éditorial.

M. Papandréou a plusieurs fois évoqué l'idée d'un référendum, sur les réformes structurelles, notamment. Des rumeurs de referendum ont régulièrement circulé, elles ont toujours été démenties. Le premier ministre est convaincu de l'utilisation démocratique de ce recours.

Mais la Grèce n'a pas une culture du referendum. Le dernier remonte à 1974, quand le peuple avait choisi la république contre la monarchie, à la fin de la dictature des colonels. En janvier, il se prononcera sur l'Europe, ce qu'il n'a jamais fait. Les Français et les Néerlandais sont bien placés pour connaître les dangers d'une telle consultation. Elle intervient alors que l'idée européenne, qui est l'un de piliers politique et économique du pays depuis le retour à la démocratie, suscite des résistances de plus en plus grandes.

Le ministre des finances, Evangelos Venizélos, a expliqué que le référendum allait avoir un effet de *« catharsis »*. Ce terme grec évoque l'effet de purification et d'évacuation des mauvaises passions que procure le spectacle des tragédies grecques. Mais les partenaires européens apprécient de moins en moins la tragédie grecque. ■

ALAIN SALLES

Le ministre grec des finances a été hospitalisé

Le ministre grec des finances, Evangelos Venizélos, a été hospitalisé mardi 1er novembre au matin pour des examens à Athènes, à la suite de douleurs à l'estomac. L'homme de 54 ans devrait sortir en fin de journée, a fait savoir son ministère, qui évoque *« des douleurs abdominales »*. Comme beaucoup de leurs homologues de la zone euro, les responsables grecs sont soumis à un rythme de travail intense depuis des mois, en raison de la crise des dettes souveraines. A l'issue du sommet de Bruxelles le 27 octobre, le premier ministre grec Georges Papandréou avait noté que plusieurs membres de son entourage subissaient une telle pression qu'ils en payaient les conséquences sur leur santé. Ainsi, Georges Glynos, un conseiller du premier ministre, a été victime d'un infarctus à Athènes après le premier sommet européen du 23 octobre. Souffrant d'hypertension, Georges Zanias, premier conseiller économique du gouvernement, a, pour sa part, été prié le lendemain de se reposer toute la journée. – *(Reuters.)*

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Les Européens et le FMI sont consternés par le référendum grec

Le versement rapide des aides à la Grèce est désormais improbable, la peur de la faillite revient

Consternation en Europe et au Fonds Monétaire International (FMI). L'annonce d'un référendum sur le plan de sauvetage de l'euro et de la Grèce par Georges Papandréou a pris de court les dirigeants européens, qui croyaient avoir résolu la faillite d'Athènes le 27 octobre lors du conseil de la zone euro.

De leur point de vue, la Grèce a été traitée généreusement, avec 100 milliards d'effacement de dettes, bancaires, 100 milliards d'euros d'aides des Etats à la Grèce plus 30 milliards d'aides publiques aux banques. Tout semble remis en cause, alors que la tranche de 8 milliards d'euros d'aides du FMI à la Grèce n'a pas été débloquée. *« Le geste des Grecs est irrationnel et de leur point de vue dangereux »*, s'afflige un proche de Nicolas Sarkozy.

Le chef de l'Etat s'entretiendra mardi 1er novembre avec la chancelière allemande Angela Merkel sur le sujet, indique l'Elysée. Les dirigeants européens sont très agacés de ne pas avoir été mis au courant des plans de M. Papandréou. Le sujet sera à l'ordre du jour du G20, qui rassemble à Cannes, les 3 et 4 novembre, les principaux dirigeants de la planète. Le scénario tant redouté par M. Sarkozy s'esquisse, celui d'une Europe incapable de résoudre sa crise et en passe d'être mise sous tutelle des Etats-Unis et des grands émergents.

« Le contraire de l'Enéide »

C'est tout le plan de sauvetage grec qui est remis en cause, alors qu'il doit encore être négocié dans les détails avec le FMI. *« Sa directrice générale Christine Lagarde estime que cela crée une incertitude profonde »*, estime un négociateur français. *« Les banques ne signeront jamais rien avant le referendum et les Européens ne verseront pas d'aides tant que la situation n'est pas clarifiée : en clair, si la Grèce n'a pas de quoi tenir financièrement d'ici au référendum, elle va faire défaut »*, s'afflige un proche de M. Sarkozy. A Paris, on estime qu'il n'y a pas moyen d'alléger l'austérité demandée à Athènes : ce serait déclarer le défaut de paiement de la Grèce et prendre le risque d'une contagion à toute l'Europe, qui ferait sombrer l'euro.

La situation est si grave que les dirigeants européens, pour l'instant, ne réagissent pas officiellement. Le ministère allemand des finances prétend qu'il s'agit d'une décision de *« politique intérieure »*. En réalité, les quelques prises de positions publiques sont révélatrices d'une grave exaspération. Rainer Brüderle, président du groupe parlementaire du FDP (libéral), membre de la coalition au pouvoir, a fait part de son *« irritation »*. M. Papandréou *« a accepté un plan de sauvetage qui bénéficie à son pays. Les autres pays consentent à des sacrifices considérables pour des décennies de mauvaise gestion et de faible gouvernance en Grèce »*, a-t-il protesté. Les votes à venir du Bundestag pour aider la Grèce semblent impossibles à remporter.

« C'est le contraire de l'Enéide : je crains les Grecs, même lorsqu'on leur donne des cadeaux », persifle Jean-Louis Bourlanges, président de la fondation du Centre, qui fustige le recours au référendum et une campagne qui se fera sous la pression des marchés. *« C'est un scrutin à un tour où il faut la majorité absolue. Des positions disparates vont s'agglomérer. On ne peut rien faire d'un non : c'est un refus, un rejet, pas une alternative »* Pour le ministre finlandais des affaires européennes, Alexander Stubb, le referendum équivaudra à un vote sur l'appartenance du pays à la zone euro. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN) ET ARNAUD LEPARMENTIER

Les Bourses chutent, les marchés anticipent déjà un non

Les valeurs bancaires ont été prises pour cible à l'ouverture mardi 1er novembre

Un violent retour en arrière dans le flou. En décidant, lundi 31 octobre, d'organiser un référendum sur l'accord européen du 27 octobre, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a replongé les marchés dans la plus complète incertitude.

Le CAC 40 de la Bourse de Paris ouvrait, mardi 1er novembre, en baisse de 3,11 %, après une chute de 3,16 % la veille à cause, déjà, d'interrogations sur la mise en place de l'accord. A Francfort, le DAX plongeait de 3,37 %, alors que la Bourse d'Athènes dévissait de 6,31 %.

« Au moment où nous avions un bon élan, où les Européens avaient réussi, cahin-caha, à réduire peu à peu l'incertitude, une telle décision remet tout en cause », juge Gilles Moëc, économiste à la Deutsche Bank.

Deux points inquiètent analystes et traders : l'issue du scrutin, mais aussi la date du vote. *« On évoque un référendum en janvier. Or trois mois, c'est une période extrêmement longue pour les marchés*, juge Bruno Cavalier, économiste à la société de Bourse Oddo. *Entre les sommets de juillet et octobre, il s'était déjà passé trois mois. Et lors de cette période, nous étions passés d'une crise sérieuse à une crise globale. Qui sait ce qui peut encore se passer d'ici à trois mois ? »*

Pour l'heure, M. Papandréou a laissé le flou sur l'intitulé de la question qui sera soumise à référendum. *« Mais derrière la question qui sera posée, le dilemme sera le suivant : "reste-on dans l'Europe ou pas ?" »*, explique M. Cavalier. En clair, soit les Grecs acceptent le plan, soit ils souhaitent faire complètement défaut sans personne pour les aider. *« Les marchés vont anticiper un vote non en regardant les sondages, montrant un rejet de l'accord du 27 octobre*, explique M. Moëc. *Et ce en partie à tort car personne n'a encore expliqué aux Grecs les conséquences d'un non »*

Les valeurs bancaires ont tout été prises pour cible mardi matin à la Bourse de Paris : après avoir déjà perdu entre 9 % et 7 % la veille, les titres Société générale, Crédit agricole SA et BNP Paribas perdaient respectivement 12,09 %, 10,58 % et 10,05 %. Car ce référendum hypothèque l'accord sur une décote de 50 % sur la dette grecque détenue par les créanciers privés. En cas de rejet, les banques seraient de nouveau confrontées au spectre d'un défaut total sur les 200 milliards d'euros d'emprunts grecs détenus par les créanciers privés.

Contagion

Initialement, avec l'accord du 27 octobre, l'échange volontaire entre les nouvelles et les anciennes obligations grecques était prévu pour janvier 2012. Soit la date attendue pour le référendum. Le scrutin ne retarderait donc pas trop l'échange de titres si jamais le vote était positif.

Reste la question des dépréciations. *« On peut imaginer que les banques vont intégrer rapidement dans leurs comptes une décote de 50 %, pour mettre un peu le sujet derrière elles »*, expliquait-on mardi dans un établissement français.

La décision de M. Papandréou risque d'accélérer la contagion de la crise grecque aux autres pays en difficulté de la zone euro. A commencer par l'Italie. A l'annonce de la décision grecque, les rendements des emprunts italiens se sont encore tendus, passant à 6,18 %, contre 6,07 % la veille et 5,86 % le 27 octobre. Soit bien au-delà des 6 %, souvent perçus comme le seuil à partir duquel un pays est en grande difficulté. ■

CLÉMENT LACOMBE

Le Portugal va demander des « ajustements » au plan d'aide européen

Lisbonne réclame « des solutions plus flexibles » pour financer l'économie

Le Portugal s'apprête à demander des ajustements au programme d'aide que lui ont accordé, en mai, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI). C'est ce qu'a indiqué le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho (droite), à l'issue du sommet des pays ibéro-américains qui s'est tenu au Paraguay samedi 29 octobre, comme le rapportait la presse portugaise dimanche.

En novembre, lors de la prochaine évaluation trimestrielle des créanciers du Portugal, Lisbonne proposera à la « troïka » – le FMI, la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne – *« certains ajustements [au] programme d'assistance économique et financière qui prendront en compte le scénario macroéconomique et l'évolution des principaux indicateurs »*, a annoncé le chef de l'exécutif, sans fournir davantage de précision. Depuis mai, le Portugal est le troisième pays de la zone euro à avoir fait appel à l'aide de l'UE et du FMI pour faire face à la crise de la dette, après la Grèce et l'Irlande.

Lisbonne bénéficie d'un plan de soutien de 78 milliards d'euros de la BCE, de la Commission et du Fonds. Celui-ci a été négocié par le prédécesseur de M. Passos Coelho, le socialiste José Socrates, juste avant sa défaite aux élections législatives de juin. Depuis, le nouveau gouvernement bataille pour tenir les engagements du plan. Il s'agit, en l'occurrence, de ramener le déficit budgétaire de 9,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 5,9 % en 2011 et à 4,5 % en 2012.

Nouvelles mesures

Pour éviter d'avoir à demander une nouvelle aide, le gouvernement a annoncé, le 17 octobre, un nouveau train de mesures d'austérité : suppression des 13e et 14e mois de salaires pour les fonctionnaires et les retraités de la fonction publique gagnant plus de 1 000 euros par mois, hausse de la TVA à 23 %, allongement de la durée du travail dans le secteur privé.

Au total, le gouvernement table sur 7,4 milliards d'euros d'économies en 2012, pour une contraction attendue de 2,8 % du PIB.

« Le Portugal tente de trouver des solutions plus flexibles (...) lui permettant d'assurer un financement plus adapté à l'économie », a affirmé M. Passos Coelho. *« Nous sommes en train de faire un ajustement considérable de nos finances publiques. Mais nous avons besoin à présent que l'économie soit en mesure de se financer afin que la croissance économique puisse avoir lieu »*, a ajouté le premier ministre portugais. ■

CÉCILE CHAMBRAUD

Le Monde DE LA MUSIQUE sacrée

Une collection pour l'éternité

LES PLUS GRANDS CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE SACRÉE

Dès jeudi 3 novembre

N° 4 BERLIOZ

GRANDE MESSE DES MORTS

L'ENFANCE DU CHRIST

Orchestre symphonique de Boston
Charles Munch, direction

9,90 €*

2 CD + 1 livret de 40 pages

La musique sacrée a inspiré aux grands compositeurs leurs pages les plus intenses, auxquelles les plus grands interprètes ont toujours voulu se confronter.

Le Monde vous convie à ces rencontres historiques, au sommet absolu de l'art et de l'émotion, avec sa nouvelle collection « Le Monde de la musique sacrée ». Autant d'enregistrements rares et mythiques, gravés pour l'éternité. Chaque jeudi, découvrez, en plus du *Monde*, un album comprenant deux CD entièrement remastérisés et un livret illustré de 40 pages sur chaque œuvre et son interprétation.

1 **VERDI** REQUIEM - TE DEUM - Dès le 13 octobre - Toujours en vente
2 **BACH** PASSION SELON SAINT JEAN - Dès le 20 octobre - Toujours en vente
3 **BEETHOVEN** MISSA SOLEMNIS - MESSE EN UT - Dès le 27 octobre - Toujours en vente
4 **BERLIOZ** GRANDE MESSE DES MORTS - L'ENFANCE DU CHRIST - Dès le 3 novembre
5 **MOZART** MESSE EN UT - REQUIEM - Dès le 10 novembre
6 **BRAHMS** UN REQUIEM ALLEMAND - QUATRE CHANTS SÉRIEUX - Dès le 17 novembre
7 **HELMUT WALCHA** (orgue) RÉCITAL BACH - Dès le 24 novembre
8 **DVORAK** REQUIEM - CHANTS BIBLIQUES - Dès le 1er décembre
9 **HAENDEL** LE MESSIE - Dès le 8 décembre
10 **FAURÉ** REQUIEM - **DURUFLÉ** REQUIEM - MOTETS - Dès le 15 décembre
11 **BACH** MESSE EN SI - Dès le 22 décembre
12 **BRUCKNER** TE DEUM - MESSE N° 2 - SYMPHONIE N° 9 - Dès le 29 décembre
13 **HAYDN** LA CRÉATION - Dès le 5 janvier
14 **ALFRED DELLER** (contre-ténor) PURCELL - BACH - COUPERIN - Dès le 12 janvier
15 **CHANTS SACRÉS** BUXTEHUDE - GOUNOD - RAVEL... - Dès le 19 janvier
16 **ERNEST BLOCH** SERVICE SACRÉ - **DARIUS MILHAUD** SERVICE SACRÉ - Dès le 26 janvier
17 **SCHUBERT** MESSES ET AIRS SACRÉS - Dès le 2 février
18 **SPIRITUALS** MARIAN ANDERSON - PAUL ROBESON... - Dès le 9 février
19 **MOTETS FRANÇAIS DU XXe SIÈCLE** POULENC - SCHMITT - CAPLET - Dès le 16 février
20 **LE SACRÉ À L'OPÉRA** PUCCINI - WAGNER - VERDI - GOUNOD... - Dès le 23 février

PLUS D'INFORMATIONS www.lemonde.fr/boutique ou 3289 (0,34 € TTC/min)

Chaque double CD-livret sera vendu au prix de 9,90 € en plus du *Monde*. Offre réservée à la France métropolitaine, sans obligation d'achat du *Monde* et dans la limite des stocks disponibles. Visuels non contractuels.
Crédits photos : Volume N°4 : NILS-UDO - AUTEL DE RIVIÈRE - FRÊNE, TISES DE NOISETIER, FLEURS DE PISSENLIT ET CLÉMATITES. HAUTE-BAVIÈRE. 1980. Iffochrome sur aluminium. 124 x 131 cm. 8 exemplaires. Volume N°5 : NILS-UDO - SANS TITRE - LIERRE SORBES. AIX-LA-CHAPELLE. ALLEMAGNE. 1999. Iffochrome sur aluminium. 79 x 124 cm. 8 exemplaires
Illustration dos du volume : NILS-UDO - SANS TITRE - LIT DE RUISSEAU, FLEURS DE LISERON. ILE DE LA REUNION. OCEAN INDIEN 1990. Iffochrome sur aluminium.124 x 124 cm 8 exemplaires. Courtesy Galerie Pierre-Alain Challier Courtesy Galerie Pierre-Alain Challier

CHAQUE JEUDI EN PLUS DU *MONDE*

Le Monde

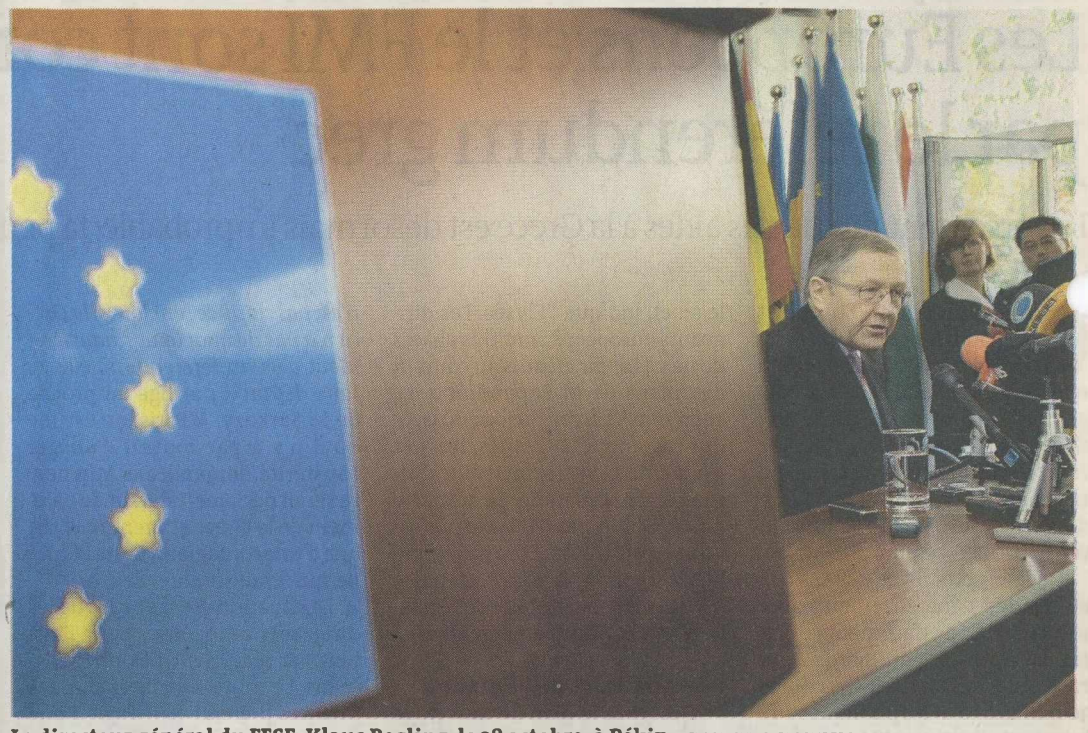
france musique

Le Monde
Mercredi 2 novembre 2011

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Les pays émergents hésitent sur la façon de financer le sauvetage de la zone euro

Le FMI ne peut racheter la dette des pays européens en difficulté, mais il pourrait apporter sa caution aux pays prêteurs en quête de garanties



Le directeur général du FESF, Klaus Regling, le 28 octobre, à Pékin. NELSON CHING/BLOOMBERG

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) disposera-t-il de la puissance nécessaire pour racheter la dette d'Etats importants en difficulté ? Par quel effet de levier trouvera-t-il les quelque 750 milliards d'euros de renfort décidés pour ce faire à Bruxelles, jeudi 27 octobre ? Qui prêtera ? Ces questions hantent les marchés, car elles ont été laissées en suspens par les dirigeants européens, les réponses étant techniquement fort complexes.

Place donc aux négociations financières avec les pays émergents, supposés riches en raison de leurs réserves en devises pour cause de forts excédents commerciaux. Ceux-ci demandent des garanties et un retour convenable sur leur investissement dans le FESF et son fonds spécialisé.

Des négociations plus politiques sur ce financement crucial pour rétablir la confiance auront lieu au G20 de Cannes (Alpes-Maritimes), les 3 et 4 novembre, comme le prouve le fait que Nicolas Sarkozy ait décidé de consacrer son premier dîner au président chinois Hu Jintao, mercredi 2 novembre. D'autant que la politique s'est invitée de façon brutale, lundi 31 octobre, avec la décision du premier ministre grec de soumettre à référendum le plan de soutien à la Grèce. *« Ce n'est pas ça qui va attirer les investisseurs »*, se lamente un négociateur européen.

Le Fonds monétaire international (FMI) Le FMI risque de décevoir, car il prête à des Etats en difficulté et n'est pas habilité par ses statuts à intervenir pour des opérations de marché, tels que des rachats de dettes souveraines via un fonds spécial adossé au FESF.

Devant la demande de plusieurs pays émergents de passer par son intermédiaire pour sécuriser leurs prêts à l'Europe, plusieurs options seraient possibles.

Soit les pays membres de son conseil d'administration acceptent la création d'un fonds spécialisé, adossé au FMI, auquel un certain nombre d'entre eux apporteraient des fonds destinés aux Etats européens en péril.

Soit on renoue avec le processus mis en place en 2009 pour porter les réserves du FMI de 250 milliards de dollars à 750 milliards de dollars (550 milliards d'euros). Pour éviter que cela se traduise par une augmentation politiquement compliquée et techniquement longue du capital du Fonds, il faudrait qu'un petit nombre de pays se partagent les prêts à l'Europe sous forme de *« nouveaux accords d'emprunts »* transformables – éventuellement – en augmentation de capital dans quelques années.

Les réflexions ne font que commencer entre les pays membres émergents qui souhaitent épauler l'Europe pour éviter une récession mondiale et les pays membres développés qui, comme les Etats-Unis ou l'Allemagne, jugent les ressources du FMI suffisantes.

Les pays européens qui ne sont pas dans la zone euro

La Norvège Le Fonds norvégien du pétrole, le plus gros fonds souverain en Europe qui ne détient que 0,7 % des obligations émises par le FESF pour une valeur de 100 millions d'euros, ne l'aidera pas. *« Je pense que ce serait une erreur que la Norvège prenne part à de telles mesures d'aide »*, a expliqué le premier ministre travailliste Jens Stoltenberg. *« Nous avions regardé la situation de façon positive en début d'année,* explique Bunny Nooryani, porte-parole du Fonds du pétrole, *les conditions de l'époque étaient meilleures du point de vue du rapport risque-profit. »*

Le Royaume-Uni S'il a toujours refusé de participer au FESF, le Royaume-Uni a souscrit aux trois émissions du FESF, soit à hauteur de 11 % pour celle dédiée à l'Irlande, de 12 % et de 5 % au bénéfice du Portugal. Mais aujourd'hui, le climat politique a changé avec la montée du courant eurosceptique. S'adressant à la Chambre des Communes le 27 octobre, le chancelier de l'Echiquier, George Osborne, a déclaré que le Royaume-Uni ne permettra pas au FMI de participer au FESF. *« Le FMI est là pour aider les pays, pas les devises. Par ailleurs, le Royaume-Uni ne participera pas au fonds. Notre position sur cette question est claire. »*

En revanche, Londres appuiera toute éventuelle aide technique du FMI à la mise en place des nouvelles facilités de crédit du FESF.

Pourtant, nombre d'experts estiment qu'en bons pragmatiques, conscients des risques d'une crise européenne sur leur économie fragile, les Britanniques pourraient participer indirectement à une émission *« si les obligations de FESF constituent du bon papier, une valeur sûre, ce que cela sera »*, estime un expert.

Les pays non-européens

La Chine Remettre à flots la riche Europe en puisant dans les réserves de devises du pays (3 200 milliards de dollars) accumulées grâce au sang et à la sueur des travailleurs passé mal auprès de la blogosphère chinoise.

Dans un contexte politique interne tendu, où l'extrême prudence est de mise, la réaction des internautes du pays explique en grande partie la circonspection de Pékin vis-à-vis d'une contribution chinoise au FESF.

Les dirigeants de la Chine veulent y voir clair dans les opérations en cours, exigent des garanties – notamment l'entremise du FMI – et souhaitent être perçus comme de bons négociateurs par leur opinion publique – par exemple en obtenant avant l'heure (2016) le statut d'économie de marché, qui permettrait aux produits chinois d'échapper aux clauses antidumping de l'Union européenne (UE).

En attendant, Pékin multiplie les encouragements et les promesses de *« soutien actif »* – comme l'ont réitéré le président Hu Jintao et son ministre du commerce, Chen Deming, à leur arrivée à Vienne lundi 31 octobre – tout en continuant de diversifier ses placements en devises au profit de la monnaie européenne.

Le Japon Ayant déjà acquis 2,7 milliards d'euros de bons européens, soit 20 % du total émis, le Japon se dit prêt à continuer. Le 31 octobre, le responsable du FESF, Klaus Régling, a rencontré Takehiko Nakao, du ministère des finances, qui lui a confirmé l'intention du gouvernement nippon de poursuivre ses achats, sans donner de détails sur leur ampleur.

Lourdement endetté, le Japon dispose toutefois des secondes réserves de devises étrangères de la planète – 1 200 milliards de dollars (856 millions d'euros) – dans lesquelles il peut puiser.

Mais le gouvernement japonais reste prudent. Ainsi, le premier ministre Yoshihiko Noda souhaite qu'en contrepartie, les pays de la zone euro consentent *« de nouveaux efforts »* pour *« une approche plus ferme »* et plus précise, afin de *« dissiper les inquiétudes sur la crise »*.

M. Noda veut éviter une contagion de la crise de la dette à l'Asie ou à l'économie mondiale et compte pour cela sur les décisions qui seront prises au sommet du G20 de Cannes des 3 et 4 novembre.

Le Brésil Ce pays pourrait avoir surmonté ses réticences sur le dossier de la crise européenne. Une semaine après les propos du ministre des finances Guido Mantega qui avait déclaré, le 25 octobre, que le Brésil n'avait pas l'intention de racheter de la dette et que les Européens devaient trouver sur le Vieux Continent des solutions à leurs problèmes, Brasilia serait sur le point de proposer un soutien financier par le biais du FMI.

Certes, aucun montant n'a filtré, mais la contribution du pays proviendrait de ses réserves en devises et non de ses fonds souverains, a indiqué l'agence Bloomberg, citant une source proche du gouvernement.

Le principe d'une aide passant par le FMI permettrait, en retour, de faire à nouveau pression en faveur d'une réévaluation du poids de Brasilia dans l'institution internationale. Depuis des années, les dirigeants brésiliens reprochent aux pays européens d'être *« sur-représentés »* dans les organes directeurs du Fonds.

L'aide à l'UE traduit aussi la volonté de Brasilia d'éviter de subir les effets collatéraux d'une éventuelle récession mondiale. En mars, la présidente Dilma Rousseff avait déjà proposé de racheter une partie de la dette portugaise, mais Lisbonne n'avait pas profité de cette main tendue.

Le Brésil est la quatrième destination des investissements européens et le sixième investisseur en Europe, selon le gouvernement. En 2011, le géant sud-américain est devenu le neuvième partenaire commercial de l'UE. Il n'est pas exclu que Brasilia évoque, lors des négociations des prochains jours, une plus grande ouverture du marché agricole européen.

Les pays du Golfe Les fonds souverains du Golfe n'ont qu'une préoccupation : protéger leurs avoirs en dollars et leurs investissements massifs aux Etats-Unis et au Royaume-Uni des effets d'une crise de l'euro. *« Si une action de leur part peut assurer la stabilité de la zone euro, ils aideront, mais avec prudence et en douce »*, indique Nigel Dudley, expert londonien de la finance arabe.

L'autre inconnue est l'évolution du prix du pétrole. Les fonds souverains du Golfe voudront éviter à tout prix l'effet dépressif sur les cours de l'or noir d'une récession dans la zone euro, souligne un expert de la City. ■

ALAIN FAUJAS
AVEC NICOLAS BOURCIER (À RIO),
BRICE PEDROLETTI (À PÉKIN),
MARC ROCHE (À LONDRES),
OLIVIER TRUC (À STOCKHOLM)

Les Etats-Unis entendent soutenir l'Europe « à travers le FMI »

Washington n'est pas enthousiaste à l'idée d'une aide de la Chine

Washington
Correspondante

Si l'administration Obama s'est félicitée de l'accord sur la dette d'Athènes, intervenu le 27 octobre à Bruxelles – et désormais soumis au résultat du referendum grec –, elle paraît ne pas sauter de joie à l'idée de voir la Chine invitée à renflouer l'Europe.

Dans un pays préoccupé par le déclin, le fait de voir Pékin intervenir, là où la première puissance du monde ne le peut ou ne le veut pas, correspond mal à l'image de « leadership » que Barack Obama essaie de projeter, à un an de l'élection présidentielle.

Interrogés sur l'initiative européenne, les responsables américains ont refusé, lundi 31 octobre, d'entrer dans le débat, se bornant à englober la Chine dans l'ensemble des pays émergents qui vont soutenir l'Europe. *« Avec les autres membres du G20, nous allons être solidaires de l'Europe »*, a assuré Lael Brainard, la sous-secrétaire au Trésor pour les affaires internationales.

Dès son arrivée à Cannes, jeudi 3 novembre au matin, M. Obama aura un tête-à-tête avec Nicolas Sarkozy, puis avec Angela Merkel pour évoquer la crise de l'euro.

Le sherpa de la Maison Blanche, Mike Froman, n'a pas voulu non plus répondre à la question de savoir si l'intervention éventuelle de la Chine consacrerait un tournant dans les rapports de forces planétaires. Il a aussi préféré évoquer le collectif : *« Il est tout à fait approprié que la Chine et d'autres économies émergentes »* expriment leur soutien à l'action de l'Europe, a-t-il dit.

> L'administration Obama insiste sur le fait que « l'Europe a les ressources et la capacité » de se tirer d'affaire elle-même

L'administration Obama préfère insister, comme elle le répète depuis les débuts de la crise, sur le fait que *« l'Europe a les ressources et la capacité »* de se tirer d'affaire elle-même. *« L'Europe possède des ressources substantielles qu'elle peut mobiliser face aux difficultés et nous sommes confiants dans le fait qu'elle le fera »*, a estimé Mme Brainard.

Pressée de dire si Washington apporterait une contribution financière au Fonds européen de stabilité financière (FESF), la sous-secrétaire au Trésor s'est bornée à ajouter que les Etats-Unis continueraient à soutenir l'Europe *« à travers le FMI »*. Les ressources ont *« été multipliées par quatre »* depuis le début de la crise en 2009, avec l'appui américain, a-t-elle rappelé. *« Et ces ressources sont largement disponibles aujourd'hui pour soutenir l'Europe. »*

L'administration privilégie une autre solution : celle qui passe par la croissance. *« Les pays doivent utiliser leur surplus,* a plaidé Mme Brainard. *L'accent doit être mis sur la croissance. »* Cette solution aurait l'avantage de convenir à l'ordre du jour du président américain, qui a besoin de voir le taux de chômage décroître d'ici à un an.

La possible intervention de la Chine n'a pas été prise au sérieux, dans un premier temps, dans les cercles de réflexion. Vendredi 28 octobre, Sebastian Mallaby, du Council on Foreign Relations, se déclarait persuadé que le montant de la contribution chinoise ne serait probablement que « peanuts ». Il ne voyait pas pourquoi la Chine irait s'encombrer de la dette de l'Italie quand l'Allemagne, sa voisine, ne le fait pas. ■

CORINE LESNES

L'opérateur financier américain MF Global a fait faillite

Le courtier a fait des paris erronés sur les dettes souveraines en Europe

Londres
Correspondant

La crise de la zone euro a fait sa première victime aux Etats-Unis comme en témoigne le dépôt de bilan, lundi 31 octobre, du courtier new-yorkais MF Global.

Des paris massifs et erronés sur les dettes souveraines belge, italienne, irlandaise et portugaise ont fait trébucher cette enseigne réputée de Wall Street, forte de 2 000 salariés, dont 700 à Londres, spécialisée dans les opérations spéculatives les plus complexes sur les produits financiers, comme les matières premières ou les dérivés.

Le PDG de MF Global, Jon Corzine, 64 ans, n'avait jamais digéré son éviction de la tête de Goldman Sachs par Henry Paulson en janvier 1999. Le milliardaire démocrate avait rebondi en politique en se faisant élire sénateur puis gouverneur de l'Etat du New Jersey. Mais, battu en 2009, l'ex-marine, expert dans la vente des bons d'Etat, avait pris sa revanche en accédant à la direction de MF Global un an plus tard.

Créée en 2005 aux Etats-Unis par le fonds de fonds spéculatifs Man Group, sous l'enseigne Man Financial, la firme s'était lancée dans la course au jackpot financier obligeant la maison mère britannique à s'en défaire.

En pleine crise des subprimes, en 2007, MF Global avait perdu 141 millions de dollars (à l'époque environ 106 millions d'euros), à la suite des agissements frauduleux de l'un de ses traders sur le marché à terme du blé de Chicago. Malgré une série de revers, ses dirigeants avaient foncé, tête baissée, dans les opérations les plus risquées.

Pas de risque systémique

Quand M. Corzine est devenu PDG de MF Global, en mars 2010, il a affiché des ambitions sans limites. Il rêvait de créer un mini Goldman Sachs.

L'un des créneaux favoris de cet entrepreneur, vaniteux et mégalomane, est celui des obligations d'Etat, secteur qui lui a permis de faire fortune et de codiriger Goldman Sachs, entre 1994 et 1999.

Folle et brève ascension. En octobre 2010, à la suite de paris sur la dette européenne qui ont mal tourné, MF Global a annoncé une perte de 187 millions de dollars sur les dettes souveraines au cours du troisième trimestre.

En catastrophe, M. Corzine a essayé, sans succès, de vendre les opérations de marché pour ne conserver que le courtage. Sa dette a été de facto dégradée au niveau de « junk bonds » (obligations pourries), ce qui a signé son arrêt de mort. Au 30 septembre 2011, ses avoirs s'élevaient à 40 milliards de dollars et son passif à 39,7 milliards de dollars.

De l'avis général, la banqueroute de cette entreprise de taille moyenne ne devrait pas créer de risque systémique, comme ce fut le cas avec la chute des banques américaines Bear Stearns en 2007 ou Lehman Brothers en 2008.

MF Global n'est pas étroitement lié à des banques. Ses investisseurs – institutionnels, fonds spéculatifs ou banques – à qui il n'avait fait qu'une seule promesse, celle de vivre une aventure, sont à même de digérer la perte.

Mais cet échec souligne une nouvelle fois les risques encourus par la finance de l'ombre, dont MF Global était l'un des prototypes.

Cette chute brutale mêle les mêmes ingrédients qui ont mené au démantèlement du belgo-français Dexia : utilisation d'outils de marketing agressifs pour convaincre les clients, financement à court terme des prêts à long terme, déni de réalité au sommet, absence de surveillance et fuite en avant. ■

MARC ROCHE